

Palais des Congrès, le 2 juin 2021

Discours du Président du Senat, le Vénérable Pierre NGOLO
à l'occasion de l'ouverture de la 12^{ème} Session ordinaire Administrative
de la 3^{ème} Législature
Mercredi 2 juin 2021

- Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires foncières et du domaine public, chargé des relations avec le
Parlement ;

- Vénérables Sénateurs et chers Collègues ;

- Très chers Collaborateurs ;

- Mesdames, Messieurs

Les vacances terminées, nous revoici, Vénérables Sénateurs et chers Collaborateurs, à l'hémicycle, où, 70 jours durant, nous aurons à plancher sur des thématiques aussi diverses qu'importantes, à la faveur de la 12^{ème} Session ordinaire de notre Institution.

Le contexte dans lequel a lieu l'ouverture de notre session est celui, au niveau international, d'un monde, fortement préoccupé par la recherche des moyens d'éviction de la redoutable pandémie du Corona Virus Covid-19.

Ce monde suit, avec grand intérêt, et salue le retour progressif des Etats Unis d'Amérique dans l'ensemble des sphères de décision de l'Organisation des Nations Unies.

Avec ce retour, l'humanité est fondée de croire que de l'allant sera imprimé à la stratégie mondiale de lutte pour la protection de l'environnement, contre la propagation du Corona Virus et d'autres maladies, contre la course à l'armement et pour le règlement pacifique des différents foyers de tension.

Dans ce cadre, une attention particulière est à réserver au conflit Israël – Palestine qui, avec la dernière escalade, une escalade de trop, lourde d'horreurs, remet à la une de l'actualité la question de l'existence des deux Etats pour laquelle la communauté internationale est sommée de trouver une solution définitive.

Au niveau de l'Afrique, alors que les regards étaient encore tournés vers le Tchad, entré en transition, à la suite de la tragique disparition du Maréchal Idriss Deby ITNO, les récents événements, survenus au Mali, interpellent la conscience africaine sur les efforts qu'il nous faut encore consentir pour construire la démocratie. Le Sénat souhaite que, dans les deux pays, la transition se poursuive sans accroc et soit conclue au grand soulagement des peuples.

En République Démocratique du Congo, le réveil du volcan Nyiragongo sème la désolation à Goma en donnant la mort et en poussant à l'errance des paisibles citoyens. Le Sénat, solidaire des frères et sœurs du Congo Démocratique souhaite que Nyiragongo arrête, durablement, de cracher ses laves et cesse son activité séismique. Pour la chambre haute du Parlement congolais, le drame actuel des populations du Nord Kivu devrait donner lieu à la manifestation de la solidarité internationale pour ne pas qu'à la crise volcanique se greffent d'autres catastrophes.

- Monsieur le Ministre d'Etat,
- Vénérables Sénateurs et chers Collègues,
- Mesdames, Messieurs

La présente session a la spécificité de se tenir à un moment bien singulier de l'histoire du Congo ; une histoire désormais influencée par l'impressionnante dynamique novatrice découlant de la consultation populaire du 1^{er} trimestre 2021.

En effet, l'élection présidentielle des 17 et 21 mars 2021, qui s'est déroulée dans des conditions sûres de sécurité, de paix et de quiétude, ayant constitué un véritable gage de la liberté de mouvement et d'expression des candidats, ainsi que du choix responsable des citoyens, vient d'enrichir le palmarès de notre jeune démocratie, faisant prendre au Congo un nouveau départ.

Assurément, le rendez vous du 21 mars dernier a été une élection transparente, objective et crédible qui, de l'avis des observateurs tant nationaux qu'étrangers, a obéi aux standards internationaux, et a placé, de fait, le Congo sur un tournant décisif de son évolution justificatif de nombreuses attentes des congolais.

L'exceptionnelle mobilisation des Chefs d'Etat, de Gouvernement ainsi que des diverses délégations le 16 avril, à l'occasion de l'investiture de l'heureux élu, qui a donné à la cérémonie l'allure d'un grand sommet de l'Union Africaine, a consacré la reconnaissance par la communauté internationale de la régularité de la consultation présidentielle de 2021.

- Monsieur le Ministre d'Etat,
- Vénérables Sénateurs,
- Mesdames, Messieurs

Homme de parole et d'action, tenant à apporter aux congolais les réponses qui conviennent à leurs préoccupations, le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Denis SASSOU NGUESSO clamait, ce jour 16 avril, haut et fort, sa détermination à conduire le Congo au changement exigé par ses filles et ses fils.

Ainsi, après avoir souligné que son projet de société soumis à l'approbation du peuple, et pour lequel massivement les congolais lui ont renouvelé leur confiance à hauteur de 88,40%, s'articule autour de 9 axes eux-mêmes structurés en 3 pôles que sont :

- la gouvernance institutionnelle et systémique ;
- la gouvernance économique et financière attractive ;
- la gouvernance nationale et solidaire ;

Denis SASSOU NGUESSO déclarait, pour ne prendre que le cas du premier pôle, ce qui suit, je cite « S'agissant de la gouvernance institutionnelle et systémique, il est question ici de consolider le socle du vivre ensemble congolais. La paix, l'unité, le sens civique, la justice impartiale, la décentralisation, mais aussi la lutte quotidienne contre la pauvreté, le communautarisme, les antivaleurs et la violence sous toutes ses formes.

Je veux un Etat protecteur, un Etat de droit, où la gouvernance publique opère dans la transparence et sous le contrôle des élus du peuple » Fin de citation.

Ne faisant guère mystère de son attachement à un Etat incarnant une vraie puissance publique, qui œuvre à la restauration de son autorité et à la réforme de son administration, le Président de la République pour qui, le manque de volonté et de courage constitue un vrai handicap à la mise en œuvre des différents textes législatifs

et réglementaires affirme, cette fois ci, ne point transiger devant la responsabilité d'agir pour révolutionner l'existant.

A ce propos il relève, je cite : « En résumé ; ce ne sont pas les outils qui manquent, c'est le courage de s'en servir. Eh bien, ce courage, soyez-en persuadés, ne nous manquera pas. Nous l'aurons, je m'y engage, pour lutter contre les antivaleurs dans les administrations et les organismes publics. Nous l'aurons pour élaborer une politique nationale de lutte contre la corruption et renforcer les moyens dont sont dotés la haute autorité, l'inspection générale des finances et le contrôle général de l'Etat. Nous l'aurons pour appliquer à l'encontre des détournements des fonds, de l'enrichissement illicite et du favoritisme, une politique de tolérance zéro. J'y veillerai, avec vigilances et sans faiblesses » Fin de citation.

La clarté du propos associée à la fermeté du ton ne laissent de place ni au doute ni aux tergiversations.

La direction de marche ainsi clairement définie, le moment est à l'action, l'action soutenue, l'action vigoureuse, l'action révolutionnaire par essence en ce qu'elle doit transformer et moraliser la cité, créer les conditions du décollage de notre pays. Il est illusoire d'espérer aller au développement en s'accommodant des déviances abondamment décriées mais qui persistent et prospèrent, à la grande surprise des observateurs.

L'action exigée, l'action nécessaire a pour sens d'engager le Congo dans un vrai mouvement de rupture censé remettre en valeur les comportements et les vertus, hier, à la base de notre fierté et de la compétitivité de notre Nation.

- Monsieur le Ministre d'Etat,
- Vénérables Sénateurs,
- Mesdames, Messieurs

Rappelons-nous ces temps où, ici chez nous, des opérations telles : l'engagement et la circulation des dossiers d'intégration à la fonction publique, des états de sommes dues, d'attribution de bourses, le traitement des examens et concours s'effectuaient en dehors de la moindre intervention des postulants.

Elle n'est déjà pas ancestrale l'époque où les différents paiements au Trésor public s'opéraient sans tractations ni cessions de pourcentages aux agents dont le point d'honneur demeurait de faire la preuve de leur compétence et de leur patriotisme.

La triste réalité, qui prend de l'ampleur de nos jours, n'honore guère la République et constitue un véritable frein à son développement. C'est bien ce que nous enseigne Soulemane Bael lorsqu'il soutient, je cite : « la corruption affecte le développement économique et social dans le monde tout comme, l'anémie falciforme peut affecter l'hémoglobine ». Fin de citation

Que dire de cette réflexion de Jean Baptiste Gbamon Zebelamon qui observe, je cite : « Si l'injustice et la corruption ne gangrenaient les sociétés africaines, l'Afrique serait le continent le plus puissant ». Fin de citation

En vérité, la réalité susmentionnée est à bannir coûte que coûte afin de redonner au Congo son prestige et d'y instaurer une vraie impulsion de croissance.

Dans cette optique, les sénateurs doivent considérer l'appel du Chef de l'Etat, du 16 avril 2021, comme l'ultime interpellation devant les sortir définitivement de toute propension à l'attentisme, aux atermoiements pour investir résolument le champ du contrôle systématique, rigoureux et efficace.

Ne perdons jamais de vue ce reproche fait aux Parlementaires par les bailleurs de fonds internationaux, pour lesquels, les contreperformances de nos Etats sont imputables, dans une large mesure, à la passivité des élus du peuple qui manquent de faire l'usage requis de leurs prérogatives de contrôle. Agissons donc sur le gouvernement. Agissons efficacement avec le gouvernement car il nous revient, dans une perspective de conjugaison des énergies entre les pouvoirs Législatif et Exécutif, d'assurer aux congolais le bien-être et le bonheur indispensables.

- Monsieur le Ministre d'Etat,
- Vénérables Sénateurs,
- Mesdames, Messieurs

De la conjoncture, retenons qu'elle n'a pas fondamentalement évolué, la crise persiste au double plan économique et sanitaire avec des répercussions graves sur les autres secteurs de la vie. Le coronavirus – COVID 19 n'a pas arrêté sa course ravageuse, ce qui n'autorise aucun répit dans la riposte.

L'évidence telle qu'elle se dégage des diverses expériences à travers le monde c'est que la victoire sur la pandémie est, de façon apodictique, la résultante de l'effort consenti dans le respect des mesures édictées ainsi que dans l'engouement observé en matière de dépistage et de vaccination.

Ici, force est d'appeler la communauté internationale à aller au-delà des déclarations et des résolutions afin que se développe une véritable solidarité permettant à l'Afrique d'avoir vraiment accès aux vaccins. L'hypothèse de la production des vaccins en Afrique mérite le soutien de tous.

Pour sa part, le gouvernement ne peut et ne doit que poursuivre en intensifiant l'action visant à assurer une meilleure protection des citoyens. A cet égard, l'opération de vaccination, à mener sans interruption, doit couvrir l'ensemble du territoire national.

Les citoyens, quant à eux, gagneraient énormément, à se convaincre de ce que la discipline exigée, plutôt que de s'assimiler à un calvaire, est une nécessité vitale, l'impératif de notre survie à l'effroyable maladie.

Que les populations se débarrassent du sentiment d'avoir déjà trop fait pour comprendre que beaucoup reste à faire afin de vaincre la maladie et de nous consacrer tous, en qualité d'acteurs du développement, à la grande œuvre de construction du Congo, notre pays tenu de s'affranchir du marasme et de l'angoisse.

Vénérables Sénateurs et chers Collègues,
Très Chers Collaborateurs,

Il est incontestable que la République a amorcé une nouvelle phase de sa marche, celle de l'arrimage vrai entre la promotion de la démocratie et l'envol vers la prospérité.

Nous y entrons sans renier un seul de nos engagements. Ainsi, la décentralisation doit demeurer au centre de nos préoccupations. De façon systématique et résolue, nous devons veiller à ce que les transferts de compétences, principalement acquis, se traduisent en actes évaluables.

Les collectivités locales qui, pour la plupart, s'estiment délaissées au point de perdre le goût de l'effort sont à ré oxygéner et à revivifier afin de se repositionner sur la trajectoire de la compétition.

Il est impérieux que la décentralisation, investie de la plénitude de sa vocation, donne du sens à son existence et prenne toute sa part dans l'entreprise du développement des territoires et, par ricochet, de la Nation.

La Nation à construire, la Nation dont nous rêvons, est un Congo totalement pacifié où les phénomènes du genre « bébés noirs » sont à traiter avec toute la rigueur et que force soit totalement donnée à la loi.

- Vénérables Sénateurs et Chers Collègues,
- Très chers Collaborateurs

Rien, absolument rien ne doit prendre le dessus sur notre enthousiasme, sur notre engagement. Mettons-nous avec courage et espoir à la tâche.

Bon travail à tous !

Je déclare ouverts les travaux de la 12ème Session Ordinaire Administrative de la 3ème Législature du Sénat.

- Vive le Sénat !
- Vive la Démocratie !
- Vive la République !

Je vous remercie.